



Allocution de Son Excellence Madame Marjaana SALL
Ambassadeur et Chef de la Délégation de l'Union
européenne auprès de la République de Maurice
A l'occasion du 31^o Conseil des Ministres de la Commission
de l'Océan Indien
Vendredi 26 février 2016
St Denis
Réunion

Madame La Présidente du Conseil des Ministres de la Commission de l'océan Indien, et Ministre des Affaires Etrangères de La République de Madagascar

Monsieur le Ministre des Relations Extérieures et de la Coopération de l'Union des Comores

Monsieur le Secrétaire d'Etat au Développement International et à la francophonie de la République Française

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères, de l'Intégration régionale et du Commerce international de la République de Maurice

Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et du Transport de la République de Seychelles

Monsieur le Secrétaire Général de la Commission de l'Océan Indien

Distingués invités,

Mesdames, Messieurs,

Tous protocoles observés.

- Je suis ravie de participer à la trente et unième réunion du Conseil des Ministres, la première pour moi, en tant que nouvel Ambassadeur de l'Union Européenne auprès la République de Maurice, pour l'Union des Comores et la République des Seychelles.
- Je voudrais débiter en vous rappelant la raison de la présence de l'Union européenne ici.
- Nous sommes en effet le principal partenaire financier et technique de la Commission de L'Océan Indien. Nous avons une coopération fructueuse de plus de 30 ans.
- Notre coopération est basée sur l'accord de Cotonou. Les principaux objectifs de Cotonou, sont la l'éradication de la pauvreté et l'intégration progressive des États ACP dans

l'économie mondiale, tout en respectant les objectifs du développement durable.

- "Cotonou" se termine en 2020. En 2015, L'Union européenne a lancé un processus de consultations très vaste auprès de tous ses partenaires pour formuler un nouvel accord cadre qui répondra aux aspirations de tous.
- Après 30 ans de coopération, l'épanouissement des relations entre l'UE et la COI dans un cadre global qui comprend de multiples défis est impératif. Je remercie la COI pour sa contribution à l'exercice de consultations en décembre 2015.

Excellences, Mesdames et Messieurs

- L'UE reconnaît la vision et l'importance de la COI comme organisation de coopération régionale de proximité, œuvrant pour la construction et le développement démocratique et solidaire de l'espace océan indien.
- Depuis le dernier Conseil des Ministres, nos relations ont connu plusieurs développements positifs et nous avons aussi pu constater le rôle accru de la COI dans la région, mais aussi sur la scène internationale sur des thématiques importantes.

- Sous le 10^e FED, nous avons un portefeuille de plus de 100 millions d'euros de projets mis en œuvre par la COI dans des domaines importants comme la défense des Petits Etats Insulaires en Développement, l'économie bleue et verte, la sécurité maritime, entre autres, où des résultats importants ont été obtenus. L'économie bleue et la pêche gagnent en importance. Je voudrais souligner ici, le rôle important joué par les organismes de pêche régionale comme la CTOI et la Commission des pêches du Sud-Ouest de l'Océan Indien. Ces actions méritent notre soutien.

- Nous avons signé en juin 2015 le document de programmation du 11^e Fonds Européens de Développement pour la région Afrique Australe et Orientale et Océan Indien. Cet appui se chiffre à un montant total de 1.3 milliards d'euros jusqu'à 2020. L'enveloppe allouée spécifiquement à la COI s'élève à 50 millions d'euros. Trois axes prioritaires ont été convenus mutuellement notamment
 - **Paix, sécurité et stabilité**
 - **Intégration économique**
 - **Gestion durable des ressources naturelles et communes**

- Nous allons procéder dans quelques heures à la signature de la toute première opération pour la COI financée sous le 11^o FED: la Facilité de Coopération Technique.
- L'Union européenne va continuer à travailler étroitement avec la COI pour avancer dans l'ensemble des thématiques du 11^{ème} FED. Formuler des programmes en accord avec les Etats Membres de la COI qui apportent encore plus de la valeur ajoutée dans notre coopération.
- A cet égard, l'implication de l'Union européenne dès le début de l'instruction des projets, quand son financement est envisagé serait appréciée.

Excellences, Mesdames et Messieurs

- L'Union européenne note avec appréciation que la COI a su faire reconnaître son rôle de défenseur des intérêts des Petits Etats Insulaires en Développement sur la scène internationale. Je pense à la conférence sur les Petits Etats Insulaires en Développement à Samoa en 2014. La COI a eu un rôle très actif. Ou encore en 2015, à Sendai pour la conférence sur le Cadre pour la réduction des risques de catastrophes. L'année 2015 a également vu la signature d'une déclaration commune COI-UE à l'occasion de la conférence COP 21 sur le climat à Paris le. Ceci a permis à

la communauté internationale de prendre connaissance de l'engagement de la COI pour la lutte contre le changement climatique, et reconnaître le statut spécial des Petits Etats Insulaires en Développement.

- La mise en œuvre des engagements des Etats Membres sur le changement climatique est concrète. Ainsi, le projet ISLANDS, financé par l'UE à hauteur de EUR 14 millions et le récent financement GCCA+ de l'UE à la COI pourront aider les pays de la COI dans cette démarche.
- Je voudrais féliciter la COI pour la finalisation de la stratégie régionale genre 2015- 2019. Cette stratégie régionale met l'emphase sur plusieurs axes prioritaires dont la parité hommes femmes dans tous les secteurs. Elle est en ligne avec plan d'action de l'UE sur l'égalité femme-homme. Nous encourageons la COI à prendre en considération ce plan d'action dans la mise en œuvre des tous les programmes financés par l'UE.
- Au niveau politique, nous ne pouvons que reconnaître et saluer le rôle accru de la COI dans la région. Nous exprimons notre volonté d'appuyer la COI et ses Etats Membres à accroître la stabilité dans la région Océan Indien. Nous nous réjouissons qu'un projet financé sous le 11°

Fonds Européen de Développement soit exclusivement dédié à cette question.

- Nous reconnaissons également le rôle clé joué par la COI dans le cadre de la lutte contre la piraterie et la sécurité maritime avec l'appui de l'Union européenne. Au vu de nouvelles menaces qui nous guettent au niveau de la sécurité dans la région, nous nous engageons à continuer cette collaboration dans le futur.
- Je tiens à souligner l'urgence d'une décision de la région Afrique Australe et Orientale sur l'installation du centre de fusion à Madagascar et le CRCO aux Seychelles. Nous voulons confirmer que l'UE est favorable à la mise en place de ces centres. Officialiser cette démarche fera que le projet MASE, financé par l'UE, pourra être associé à ces nouvelles activités.
- **Excellences, Mesdames et Messieurs**
- Notre souhait c'est d'avoir la COI à nos côtés pour les grands enjeux de la planète comme les Objectifs de Développement Durable, et la mise en œuvre du Plan d'action de la COP 21.

- Je rappelle que la mise en œuvre de cette ambition demande une structure organisationnelle très solide de la part de la COI. Je voudrais déjà féliciter le Secrétaire General et son équipe pour le travail remarquable accompli jusqu'ici. Je ne peux que vous encourager à continuer à renforcer votre structure organisationnelle et à améliorer ses systèmes internes, en conformité avec les standards internationaux de bonne gestion.
- L'Union européenne finance déjà, pour une durée limitée, certains postes-clefs du Secrétariat-Général. Nous réaffirmons le soutien de l'Union européenne dans ce processus de renforcement des capacités de la COI. En effet le 11^e FED prévoit un projet de EUR 5 million d'euros pour un programme d'appui institutionnel à la COI. Celui-ci prévoit un appui au fonctionnement propre de la COI **temporaire** et dégressif sur trois ans.
- Je souligne toutefois que des stratégies de pérennisation de l'organisation doivent être adoptées par les Etats membres de la COI dans les meilleurs délais. Il en va de l'avenir de la COI.
- La COI est avant tout une organisation pour ses Etats Membres. Sans votre investissement à long terme sur son financement, toutes les actions entreprises jusqu'à maintenant ne pourraient être soutenues dans le futur.

- Le soutien de l'UE est dégressif, ainsi, j'encourage fortement les Etats Membres à prendre le relais. Il est important d'assurer, dès maintenant, le bon fonctionnement du Secrétariat Général dans le futur. L'engagement des Etats Membres du COI est primordial à ce stade.

Excellences, Mesdames et Messieurs

- Je tiens à féliciter la Présidence Malgache de la COI pour le bon travail accompli jusqu'ici. Je félicite également la France qui prend la Présidence de la COI à partir d'aujourd'hui.
- Le bilan de Monsieur de l'Estrac à la tête de la COI est éloquent, notamment en terme de positionnement de la COI sur la scène internationale. Je tiens tout particulièrement à le remercier de son dévouement, le rôle moteur qu'il a joué sur le plan régional et international en faveur de la COI. Je lui souhaite bonne chance dans ses futures fonctions.
- Je souhaite féliciter Monsieur.... Pour sa nomination à la tête de la COI. Les enjeux et les défis dans la région sont grands et nous serons aux côtés de la COI pour continuer notre fructueuse collaboration présente et à venir.

- Je voudrais conclure en assurant de la forte volonté de l'Union européenne pour consolider et améliorer encore nos relations pour le développement durable et équitable de la région.

- Je vous remercie de votre attention.